

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 14/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA GUEGUEN BELLEC

Le Roissay
53220 La Pellerine

Références :
Code AIOT : 0052903741

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement SCEA GUEGUEN BELLEC implanté Kerougon 29260 Saint-Méen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA GUEGUEN BELLEC
- Kerougon 29260 Saint-Méen
- Code AIOT : 0052903741
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA GUEGUEN BELLEC est autorisé par arrêté préfectoral du 09/10/2015 pour un élevage de :
- 400 reproducteurs (truies et verrats)
- 2150 porcelets en post sevrage.
- 3352 porcs charcutiers

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/02/2022 et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/09/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prescriptions de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 14/09/2022, article 1er	/	Astreinte financière	2 mois
2	Prescriptions de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 13/09/2021, article 1er	/	Astreinte financière	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été programmée afin de vérifier les prescriptions de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2022, article 1er
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle – Aménagement -Sécurité – Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérifications des prescriptions de la mise en demeure du 14/09/2022
<p>Constats : L'arrêté préfectoral du 14/09/2022 mettait en demeure la SCEA GUEGUEN BELLEC située au lieu dit Kerougon en St Meen de respecter les dispositions des articles 6, 10, 11, 23, 16.2.2, 28 et 34 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sous un délai de 1 mois.</p> <p>Le 31 mai 2023, lors de l'inspection inopinée, il a été constaté que l'article 1er de l'arrêté préfectoral n'est pas respecté, et notamment :</p> <p><u>- Absence de gestion conforme des eaux souillées issues de la machine à soupe :</u> La zone située sous les silos a été nettoyée, et la gestion semble conforme. Cependant au niveau de la machine à soupe, les eaux souillées ne sont pas collectées vers un ouvrage de stockage conforme et rejoignent le réseau des eaux pluviales. Un bassin de décantation sommaire et non-conforme a été creusé en bordure du fossé, où s'est accumulé une importante quantité de matière organique.</p> <p><u>- Absence de nettoyage des abords de l'exploitation :</u> Les abords d'exploitation ne sont pas nettoyés. Il y a toujours beaucoup d'encombrants. La végétation est très abondante à proximité et entre les bâtiments.</p> <p><u>Absence d'amélioration au niveau de la gestion des effluents d'élevage.</u> L'exploitant n'a pas connaissance de tous les circuits de lisier et regards. De plus, la fosse de réception n'est plus pourvue de poire de niveau.</p> <p><u>Absence de nettoyage de la zone polluée suite au déversement constaté lors de l'inspection du 20/04/2022 :</u> La zone polluée n'a pas été nettoyée. La matière organique entre les bâtiments est toujours présente, mais de manière moins importante car le lisier s'est en partie infiltré et a séché. La végétation est encore très développée, limitant l'accès à cette zone. A cet endroit, se situe une porte d'accès au couloir de ventilation, où il a été relevé un amas de matière organique en provenance d'un débordement de préfosse.</p> <p><u>Absence d'expertise du réseau de collecte de lisier:</u> Le risque de déversement de lisier vers le milieu est très important sur l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de connaissance de la totalité des circuits de lisier et d'eaux pluviales afin d'éviter un déversement de lisier vers le milieu via le réseau d'eaux pluviales. - Absence de vannes - Absence de poire de niveau - Absence d'actualisation d'étude de danger - Présence d'une végétation très développée à proximité des bâtiments ne permettant pas une surveillance régulière de la gestion des préfosses et des canalisations de lisier. - Absence de vannes en sortie de préfosse. <p>Une vanne a été réparée entre le P6, P10 et P8, ouverte le jour de l'inspection.</p> <p><u>Absence de moyen de défense externe contre l'incendie efficiente :</u> La réserve incendie est installée. Cependant elle n'est pas fonctionnelle. L'exploitant nous a expliqué être en train de la vider afin de refaire la plate forme sur laquelle repose la poche incendie car cette dernier n'est pas plane.</p> <p><u>Absence d'amélioration de la gestion de l'équarrissage :</u> Aucune modification au niveau de la zone d'équarrissage. Il a été constaté la présence d'os, de mouches. La zone est souillée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte financière

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Prescriptions de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/09/2021, article 1er
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle – Aménagement -Sécurité – Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérifications des prescriptions de la mise en demeure du 13/09/2021
Constats : Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/09/2021, dont les échéances n'étaient pas échues lors de l'inspection du 20/04/2022 ont été vérifiées. En effet lors de l'inspection du 20/04/2022, il avait été constaté que certaines prescriptions de la mise en demeure du 13/09/2021 étaient en cours de réalisation, et notamment : 1) La couverture de la fosse. Les plots béton avaient été coulés. Aujourd'hui la fosse est couverte par des tôles, laissant de larges ouvertures autour de la fosse. Cette couverture n'est pas conforme au niveau : - de la sécurité vis à vis des risques de chute, de plus qu'un chemin communale, et fréquemment emprunté par les randonneurs, jouxtant l'ouvrage. 2) Le dépôt d'un dossier afin de présenter les modifications apportées au niveau de l'installation. Le dossier a été déposé le 11/03/2022. Lors de l'instruction une demande de complément a été transmise le 08/09/2022, suivi d'une relance le 24/02/2023. Aujourd'hui aucune réponse n'a été donnée aux différents courriers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte financière
Proposition de délais : 2 mois